

AEF Près de 2 300 postes de policiers et de gendarmes créés dans le budget 2017

Par [Clément Giuliano](#) - Le jeudi 7 juillet 2016 - dépêche n°541747

"Sur le périmètre du ministère de l'Intérieur, 2 286 emplois seront créés dans la police et la gendarmerie, dont 1 786 au titre du plan de lutte antiterrorisme et du pacte de sécurité." C'est ce qu'indique le gouvernement dans un document publié à l'occasion des débats sur l'orientation des finances publiques à l'Assemblée nationale et au Sénat, jeudi 7 juillet 2016. Ces créations de postes reprennent ainsi l'engagement de François Hollande de créer 500 postes par an dans les forces de sécurité ([lire sur AEF](#)), la prévision de 366 recrutements dans le cadre du plan de lutte antiterrorisme annoncé après les attentats de janvier 2015 ([lire sur AEF](#)), ainsi que les quelque 1 400 postes prévus pour 2017 dans le "pacte de sécurité" voulu par François Hollande après les attentats de novembre 2015 ([lire sur AEF](#)). Des créations d'emploi sont également prévues dans la justice.

Le budget du ministère de l'Intérieur "progressera de 863 millions d'euros au global", indique le gouvernement, jeudi 7 juillet 2016. Outre les recrutements supplémentaires, "ces moyens contribueront à financer les dotations en équipement des forces de sécurité", indique le document rendu public à l'occasion des débats sur l'orientation des finances publiques. **Au sein du périmètre du ministre de l'Intérieur, "500 suppressions d'emplois seront prévues sur les préfectures, au titre du 'plan préfectures nouvelle génération'", précise par ailleurs le document.**

Le budget du ministre de l'Intérieur – hors mission "relations avec les collectivités territoriales" —, progressera de 863 millions d'euros, passant de 15,3 à 16,2 milliards d'euros. De manière globale, les renforts au sein de la défense, de la police, de la gendarmerie nationale et de la justice "pour assurer la sécurité des Français à la suite des attentats de l'année 2015" représenteront une augmentation de la dépense publique "de près de 2 milliards d'euros en 2017", indique l'exécutif, qui rappelle que la sécurité reste une "priorité". Pour l'ensemble du budget de l'État, le gouvernement prévoit de dépenser 7 milliards d'euros en plus en 2017 par rapport à 2016....